Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1984)
Heft: 753

Artikel: André Gorz : maîtriser la troisième révolution industrielle
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1017224

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Siehe Rechtliche Hinweise.

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. Voir Informations légales.

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. See Legal notice.

Download PDF: 11.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

ANDRÉ GORZ

Maîtriser la troisième révolution industrielle

Dans le dernier numéro de DP (752), rendant compte (à chaud) de quelques moments significatifs du dernier congrès du Parti socialiste suisse, nous laissions en suspens la discussion sur les thèmes développés par André Gorz à l'intention des délégués présents à Saint-Gall. Aujourd'hui, nous entrons en matière, avec un premier volet consacré, sous forme d'extraits, au constat développé par le philosophe français. Résumé d'une pensée que nous avons toujours, dans ces colonnes, tenue pour très stimulante, et ce depuis des années. A titre de document donc.

Pas besoin de faire un dessin: la crise actuelle bouleverse les valeurs des sociétés industrielles de fond en comble. Comment assimiler socialement par exemple «la révolution micro-électronique» qui va éliminer le gros du travail salarié dans des secteurs entiers et rendre caduques les lois de fonctionnement du capitalisme? Le diagnostic d'André Gorz.

L'ESPOIR TUÉ PAR LA PEUR

Aucun parti politique classique n'a encore pris la mesure des menaces et des promesses que renferment les bouleversements en cours. Aucun n'a encore pu définir une vision et une politique pour le long terme, et cela ne doit pas étonner: les perspectives du long terme sont fondamentalement différentes des urgences et des soucis du présent. C'est là une caractéristique de toutes les périodes de transition et de rupture.

L'absence d'une vision à long terme a toutefois des conséquences plus néfastes pour la gauche que pour la droite. Car elle permet que la peur l'emporte sur l'espoir. La gauche en général, et le mouvement socialiste en particulier, ne peuvent vivre que s'ils sont porteurs d'avenir. Si nous n'avons pas des orientations et une vision forte sur le sens des bouleversements présents, sur la nature de la société qui peut en naître, nous laissons le champ libre à tous les conservateurs qui s'en vont répétant: «Accrochons-nous à ce qui est, car demain sera pire qu'aujourd'hui.» Si nous ne réussissons pas à vaincre la peur de l'avenir par la vision des tâches qu'il nous impose et des chances qu'il nous offre, nous abandonnons à la droite le monopole de l'utopie.

Déjà elle apprend à s'en servir. Car c'est bien une utopie, mais une utopie mystificatrice et négative, qu'elle avance lorsqu'elle prétend que l'ordre existant peut être préservé, que ce qui sera peut ressembler à ce qui était et à ce qui est. A cette utopie conservatrice il nous appartient d'opposer une utopie constructive, faite d'orientations, d'idées mais aussi de mises en garde pour les quinze à vingt ans à venir (...).

L'ÉLIMINATION DU TRAVAIL

La voie sur laquelle nous sommes engagés conduit à des changements si fondamentaux que l'ordre économique et social devra être profondément transformé. Seule cette transformation peut empêcher sa dislocation complète. Nous sommes engagés, en effet, dans un processus d'élimination massive du travail manuel aussi bien qu'intellectuel. L'automatisation et l'information dans l'industrie et dans les activités tertiaires n'en sont qu'à leurs débuts et nous n'en ressentons encore que faiblement les effets. Mais nous pouvons déjà entrevoir quels ils seront. Nous savons que l'accroissement de productivité dans l'industrie automobile, par exemple, est partout de 7 à 8% par an; nous savons que, dans les activités bancaires, il doit, en France, s'élever à 5,6% par an et éliminer dans les années à venir entre le quart et le tiers des effectifs.

Dans le commerce, l'introduction du système de paiement électronique permettrait de réduire d'un tiers les effectifs employés. Selon l'étude la plus récente de l'IG Metall, à Francfort, 3 à 3,5 millions d'emplois — soit 15% du total — sont menacés en RFA par l'automatisation, à échéance de 1990; et 80% de ces emplois menacés sont des emplois tertiaires.

Dans l'industrie, qui a déjà beaucoup comprimé ses effectifs, la réduction de l'emploi sera relativement lente durant les cinq prochaines années, mais il ne s'agit là que d'un phénomène provisoire. Pour le moment l'emploi industriel est soutenu par l'effort d'automatisation et de robotisation lui-même. Mais nous savons que cela ne durera pas: la première usine sans ouvriers, ou presque, a ouvert ses portes; des robots y construisent des robots.

Aucun pays ne peut se payer le luxe de rester à l'écart de ce développement. Mais cela veut dire aussi qu'aucun pays ne peut durablement acquérir un monopole ou une avance technologiques suffisants pour maintenir, grâce à l'exportation, les anciennes normes de plein temps.

LES ROBOTS NE CONSOMMENT PAS

Le mouvement ouvrier et socialiste se condamnerait donc à l'échec s'il tentait de résister à l'automatisation. Sa résistance sera brisée, comme elle a été brisée en Grande-Bretagne où, malgré les luttes souvent admirables d'une des classes ouvrières les plus inflexibles du monde, les syndicats ont perdu deux millions d'adhérents en dix ans. Plutôt que de tenter des combats défensifs, il appartient plutôt aux socialistes de poser au sujet de cette troisième révolution industrielle les mêmes questions que

Marx posait au sujet de la première: le capitalisme est-il capable de maîtriser la dynamique du processus qu'il déclenche? Ce processus d'élimination du travail humain ne va-t-il pas soulever des problèmes que le capitalisme est incapable de résoudre selon sa logique propre? Ces problèmes, ces contradictions n'offrent-ils pas au mouvement socialiste la possibilité de s'emparer du processus pour le détourner vers d'autres buts, nos buts à nous? Cette possibilité, bien sûr, existe, pourvu que nous acquerrions la force de la traduire dans les faits.

Souvenons-nous en effet d'un raisonnement de Marx qui reste parfaitement valable et incontestable: lorsque l'automatisation diminue massivement la quantité de travail nécessaire, tout en augmentant la quantité des richesses, la loi de la valeur cesse d'être applicable. En gros, cela veut dire que les prix et les salaires ne peuvent plus être fonction de la quantité de travail utilisée — sous peine d'un blocage complet du système économique. Supposez, en effet, que, durant les quinze à vingt ans qui viennent, l'accroissement de productivité dépasse de 1,5% par an le taux de croissance de l'économie. A la fin du siècle, c'est 30% de travail qu'on aura économisé. Il est presque certain qu'on en économisera beaucoup plus. Va-t-on donc réduire de 30% ou plus le montant des salaires distribués à la population? Tout le monde sait que ce serait suicidaire. Si les gens gagnent moins pour la seule raison que les robots savent faire de plus en plus de choses, y compris se réparer eux-mêmes, qui donc achètera, à qui donc pourra-t-on vendre toutes ces richesses produites par des automates?

C'est la question que posait déjà, il y a trente ans, Walter Reuther, au nom du syndicat américain des ouvriers de l'automobile (UAW). Si nous ne voulons pas que l'automatisation nous entraîne dans une spirale dépressive, il faut absolument empêcher que le pouvoir d'achat baisse quand la quantité de travail diminue. *Il faut que le pouvoir d'achat devienne indépendant de la quantité de travail fournie.* Il faut que la loi de la valeur, qui est à la base du capitalisme, soit mise hors circuit.

L'ÉLITE DES TRAVAILLEURS ET LES MARGINAUX

L'idée qui chemine actuellement, dans la Démocratie chrétienne allemande aussi bien que dans les droites française ou anglo-saxonne, c'est que tout citoyen doit se voir garantir une *allocation de base* tout juste suffisante pour survivre. Les montants évoqués sont de 500 DM par mois, de 80 livres sterling, de 150 dollars. Cette allocation ne serait liée à aucune condition formelle, et chacun y aurait droit sa vie durant. Les promoteurs de cette idée en attendent ouvertement l'effet suivant: étant donné que l'allocation ne permet pas de vivre normalement, ceux qui ne trouvent pas d'emploi stable chercheront à se procurer un revenu complémentaire en exécutant des travaux ingrats, très mal payés, irréguliers, temporaires, pour lesquels on trouve difficilement de la main-d'œuvre aujourd'hui et qui ne seraient pas rentables si on les rémunérait normalement. L'allocation de base serait donc une subvention occulte aux entreprises qui ne sont pas viables en économie de marché. Elle aurait pour fonction, d'autre part, de *rendre définitive et quasi institutionnelle l'existence d'une masse très importante de chômeurs et de semi-chômeurs, exclus de la société dominante et vivant en marge de celle-ci.*

Tel est le modèle de société segmentée, scindée que des technocrates libéraux ont théorisé sous le nom de «socio-économie duale». Ce modèle existe depuis longtemps au Japon, en Afrique du Sud, dans les ghettos urbains d'Amérique du Nord. Il est en train de s'installer dans toute l'Europe occidentale. Dans les projets de la droite, l'allocation de base doit rendre politiquement acceptable et viable la nouvelle division de la société que voici: d'un côté un secteur capitaliste économiquement très performant avec son élite de travailleurs syndiqués, très qualifiés, stables et bien payés; de l'autre côté une masse de sous-prolétaires marginalisés, dans laquelle on peut s'attendre à trouver une majorité de femmes.

*

Défi considérable pour la gauche, parce que «cette société divisée qu'on voit poindre partout n'obéit plus aux analyses de classe auxquelles elle était habituée». André Gorz: «Nous voyons une classe de travailleurs stables, privilégiés et syndiqués, monopoliser les emplois qualifiés et bien payés et, en accord avec le patronat, rejeter dans les marges de la société tous ceux pour lesquels il n'y a plus d'emplois permanents et à plein temps.» Dégénérescence du mouvement ouvrier en force corporatiste.

Dans un prochain numéro, un nouveau modèle social, à partir de cette analyse.

Petite bibliographie d'André Gorz (Michel Bosquet) jusqu'à son dernier livre «Les chemins du paradis».

Aux Editions Galilée (rue Linné 9, 75005 Paris):

— «Critique du capitalisme quotidien» (1973)
— «Ecologie et politique» (1975, épuisé)
— «Fondements pour une morale» (1977)
— «Ecologie et liberté» (1977)
— «Adieux au prolétariat — Au-delà du socialisme» (1980)

Aux Editions du Seuil:

— «Le traître» (1958, 1978)
— «La morale de l'histoire» (1959)
— «Stratégie ouvrière et néocapitalisme» (1964)
— «Le socialisme difficile» (1967)
— «Réforme et révolution» (1969)
— «Critique de la division du travail» (1973, ouvrage collectif)
— «Ecologie et politique» (1978, revue et augmentée).